



Lundi 6 juin 2005

Flexibilité et impôts :le "modèle" britannique

TOUT AUSSI efficace que le modèle danois, le modèle britannique fait pourtant figure de repoussoir en France. Selon Eurostat, le taux de chômage est de 4,7% en Grande-Bretagne contre 10,2% en France. Mais les recettes utilisées outre-Manche, essentiellement basées sur la flexibilité, se heurteraient probablement dans l'Hexagone à une levée de boucliers des syndicats.

Pour Aurore Wanlin, du Centre de recherches pour la réforme européenne à Londres, la flexibilité, héritage des années Thatcher, reprise par Tony Blair, est une des principales explications au retard de la France par rapport à la Grande-Bretagne en matière d'emploi. En Grande-Bretagne, le marché du travail est plus souple: il y est plus facile d'embaucher et de licencier. "En Angleterre, la fiscalité pesant sur les employeurs est plus faible et il y a une politique pour qu'on retrouve un emploi plus rapidement", explique Aurore Wanlin. "Les chômeurs sont obligés de prendre quelque chose, car l'indemnisation est moindre, et plus ça dure, plus ça se réduit. La pression est très forte".

"Le libéralisme va de soi"

Par ailleurs, en raison de la flexibilité, "les gens quittent leur travail plus facilement, mais ils en retrouvent aussi plus facilement". "La mentalité est aussi très différente. Le libéralisme va de soi, c'est le résultat des années Thatcher", estime-t-elle.

Autre différence, "le taux de chômage des jeunes est plus bas qu'en France et on travaille beaucoup plus tôt, souvent dès 21 ans au lieu de 24-25 ans en France". C'est surtout dans le secteur des services que la Grande-Bretagne a créé plus d'emplois: distribution, services financiers et aux entreprises, services non marchands, santé et éducation.

La situation particulière de la Grande-Bretagne a facilité les choses. "La Grande-Bretagne, qui est sortie du Système monétaire européen, a pu mener une politique macro-économique plus active", remarque Aurore Wanlin.

Une bonne longueur d'avance

Autre différence, "entre 1997 et 2000, en période de croissance, Tony Blair a économisé, contrairement à Lionel Jospin", ce qui lui a permis d'embaucher des fonctionnaires et d'investir dans les services publics quand l'économie s'est essouffée en 2000.

Si désormais, les indicateurs sont "plus au rouge" avec une montée de l'inflation et une augmentation du chômage, la Grande-Bretagne a encore une bonne longueur d'avance sur la France.

Selon un rapport récent du Cercle d'outre-Manche, qui rassemble des conseillers du commerce extérieur de la France au Royaume-Uni, il y a 20 ans, la France était pourtant "largement en tête avec un PIB par habitant supérieur et un taux de chômage plus faible". AP